

Appel : « Pourquoi nous consentons à l'impôt »

Nous, soussignés, assujettis à l'impôt sur le revenu, et pour certains d'entre nous, à l'impôt de solidarité sur la fortune, considérons ces prélèvements comme légitimes et sommes fiers d'apporter ainsi notre contribution aux dépenses publiques nécessaires au progrès, à la cohésion sociale et à la sécurité de la nation. Nous considérons également qu'un impôt progressif sur les successions est le corollaire indispensable des libertés économiques offertes par l'économie de marché. Le marché est facteur de progrès parce qu'il permet à l'esprit d'entreprise de s'exprimer. Mais les inégalités qu'il engendre sont mortifères pour la démocratie si aucune limite n'est mise à la transmission héréditaire de la richesse. Celle-ci doit être acquise par le travail, par le talent, et non par le simple fait d'avoir hérité de ses parents. Une société où le pouvoir économique se transmet par héritage, est une société condamnée à une croissance lente, où les rentiers l'emportent sur les créateurs et où travail et mérite perdent toute valeur.

L'Etat doit bien sûr savoir se réformer. Augmenter les impôts n'est pas une fin en soi et la liberté de chacun passe par la libre disposition d'une large part du fruit de son travail. Mais voir des candidats à la magistrature suprême proposer des mesures démagogiques en matière fiscale et justifier la sécession sociale des plus riches nous consterne. Car nos revenus ne proviennent pas seulement de notre talent personnel. Ils ont été acquis par notre travail, mais celui-ci ne porterait pas ses fruits sans le stock d'infrastructures, d'innovations, de savoir-faire, de goût d'entreprendre, de lien social, qui nous a été transmis par les générations qui nous ont précédés. C'est cet héritage commun qu'il nous revient de préserver et de développer en priorité afin d'assurer la qualité actuelle et future de notre vie individuelle et collective. Ce qui passe par un niveau élevé de dépenses publiques. Ces dépenses ne sont pas seulement un coût, elles sont aussi un investissement, gage à la fois de justice et de dynamisme. C'est pourquoi nous consentons à l'impôt et récusons des baisses de la fiscalité dont la contrepartie serait l'insuffisance des moyens donnés à la protection sociale des plus pauvres, à l'éducation, à la recherche, à la santé, au logement ou encore à l'environnement.

Cet appel, lancé à l'initiative du mensuel Alternatives Economiques a déjà reçu le soutien de:

Jean-Marie Albertini, économiste, Fadela Amara, Max Armanet, journaliste, Philippe Askenazy, économiste, François Baraduc, chef d'entreprise et vice-président du Conseil général du Rhône, Pierre Besançon, Vice président du Conseil économique et social régional de Franche Comté, Christophe Bigot, avocat, Vincent Boggio, médecin, Gaby Bonnand, secrétaire national de la CFDT, Noël Bouttier, rédacteur en chef de Témoignage chrétien, Robert Boyer, économiste, Anton Brender, économiste, Bernard Carrère, animateur d'association, Luc Champagne, cadre supérieur, Louis Chauvel, sociologue, Christian Chavagneux, rédacteur en chef de l'Economie politique, Jean Clément, créateur et chef d'entreprise, Denis Clerc, fondateur d'Alternatives économiques, Jean-Baptiste De Foucauld, ancien commissaire au Plan, Gilles de Courtivron, ancien dirigeant du groupe La Vie - Le Monde, Geneviève Decrop, ancienne directrice de la Mission Rhône-Alpes d'information sur l'exclusion, Geneviève Delaisi de Parseval, psychanalyste, Michel Delebarre, ancien ministre, maire de la ville de Dunkerque, Jacques Delors, Michel Dollé, rapporteur général du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, François Dubet, sociologue, Gérard Duchamp, cadre supérieur, Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives économiques, Gilles Finchelstein, cadre supérieur, Maurice Fournet, ancien chef d'entreprise, Philippe Frémeaux, directeur d'Alternatives économiques, Antoine Garapon, juriste, Patrice Garnier, consultant, Jérôme Gautié, économiste, Christophe Gendreau, Stéphane Gourdon, Frédéric Volovitch, musiciens, Les Wiggles, Roger Godino, ancien chef d'entreprise, Philippe Grangeon, cadre dirigeant, Jean-Paul Hébert, économiste, Jean-Claude Guillebaud, éditeur, écrivain, Thierry Jeantet, cadre dirigeant, mutualité, Wojtek Kalinowski, rédacteur en chef de la Vie des idées, Patrick Klugman, avocat, vice-président de SOS Racisme, Daniel Lenoir, cadre dirigeant, Didier Livio, chef d'entreprise, ancien président du Centre des jeunes dirigeants, Jacques Maire, cadre dirigeant, assurances, Jacques Maillot, chef d'entreprise, directeur de Témoignage chrétien, Antoine Martin, ancien DRH du groupe Danone, Eric Maurin, économiste, Dominique Méda, chercheuse, Olivier Mongin, éditeur, Marc-Olivier Padis, éditeur, Thierry Pech, secrétaire général de la République des idées, Hélène Périver, économiste, Michel Préfol, ingénieur, Hugues Puel, économiste, Dominique Raymond-Blanc juriste, Loïc Richard, membre du Conseil économique et social de Bretagne, Paulette Souchon, infirmière, Jérôme Vignon, Patrick Viveret, philosophe et magistrat, Patrick Weil, directeur de recherche, Robert Zarader, cadre dirigeant - publicité, Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France...

MANIFEST IMPULSAT EL FEBRER DE 2007 PER LA REVISTA FRANCESA
"ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES" AMB EL SUPORT DEL DIARI "LIBÉRATION"